

Le débat national énergie et environnement

Dans cette seconde partie des Cahiers de Global Chance, nous présentons trois points de vue différents sur le débat national sur l'énergie conduit en 1994. S'agit-il d'un débat de façade qui ne traite pas des véritables options énergétiques du pays (voir l'article de Martine Barrère), ou d'un processus nouveau qui pourrait mettre un peu de démocratie dans ce domaine (Pierre Radanne) ? Le rapport de synthèse établi à l'issue de cette consultation reflète les propositions émises. Audace ou diversion ? Voir les commentaires de Michel Mousel sur le rapport Souviron.

G.C.

Une simple façade ?

Martine Barrère

Que peut-on attendre aujourd'hui d'un débat national qui avait l'apparence de la démocratie mais ne s'est guère penché sur les grandes orientations de la politique nucléaire civile de la France ? Martine Barrère, journaliste scientifique, nous fait part de ses interrogations.

G.C.

Avoir pignon sur rue signifie-t-il pour autant avoir de l'influence ? Seul le temps peut le dire évidemment. Les organisations non gouvernementales qui ont participé largement au débat sur l'énergie de l'année 1994 n'ont pas ménagé leur peine, en tout cas. Elles ont parlé, avancé des scénarios alternatifs, donné des chiffres autant que des discours, parcouru les régions pour convaincre... Convaincre leurs interlocuteurs que le destin énergétique de la France n'était pas joué une fois pour toute, que les termes des discussions étaient compréhensibles par d'autres que les prétendus spécialistes, que des solutions diverses existaient, pas

obligatoirement centralisées et régies par un organisme monopolisateur..

Au moins une personne, en tout cas, parut sensible à cette bonne volonté : Jean-Pierre Souviron, le responsable du débat national, éminent "corps des mines", et néanmoins respectueux du débat public. Le rapport de synthèse qui fut présenté en sous-sol de l'annexe de l'Assemblée nationale, sous réserve d'une inscription individuelle de 2500 francs pour les non pistonnés, présente un recueil assez explicite des règles que devrait respecter tout choix de société effectué de façon démocratique : savoir partagé, transparence, contrôle et évaluation... Preuve de bonne

volonté, des mesures d'efficacité sectorielle sont proposées, reprenant largement celles qui avaient été élaborées dans le rapport Brana, réalisé sur le même thème, il y a cinq ans, par cet ami de Michel Rocard, premier ministre à l'époque. Le premier ministre de notre époque n'a d'ailleurs pas manqué de venir clôturer cette journée mémorable du 15 décembre 1994, où les "énergéticiens indépendants" se sont exprimés devant les grands du monde de l'énergie, charbonniers, pétroliers, électriciens, et quelques députés isolés parmi les spécialistes. Tout avait l'apparence de la démocratie, même les promesses de M. Balladur de présenter "d'ici trois mois, les

premières décisions concrètes issues de ces travaux”. Ne chipotons pas, nous n'avons encore guère dépassé le 15 mars. Et, peut-être Balladur ferait-il mieux que Rocard ! Mais, compte tenu de la situation française, quelles décisions peut-on attendre aujourd'hui ? Un peu d'argent bien sûr, pour la recherche et le développement sur les énergies renouvelables, quelques actions incitatives pour rappeler que les économies d'énergie sont toujours bonnes à conduire, même en période de bas coût du fuel, de nouvelles normes pour réactualiser le principe de l'efficacité énergétique. Un certain consensus règne, en effet, aujourd'hui en France sur ces objectifs.

Cependant, la particularité de la France en matière énergétique, c'est le nucléaire. Tout le monde le sait, tout le monde l'a dit. Cette source d'énergie constitue

aujourd'hui, plus de 70% de la production nationale d'énergie primaire. Elle conditionne le tiers de notre consommation primaire. On est, dès lors, en droit de penser que tout débat sur l'énergie a un petit goût de marginal, s'il ne se penche pas sur les grandes orientations de la France en matière de nucléaire, non seulement sur la quantité de centrales mais aussi sur les à-côté que sont le retraitement et les combustibles mixtes plutonium-uranium. Sans parler de Superphénix, dont on ne peut jamais dire s'il marche ou s'il est à l'arrêt. Deux mois après la présentation par le ministre de l'environnement du rapport Souviron, ce même ministre rendait public le programme national de prévention du changement climatique, élaboré à l'occasion de la première conférence des pays signataires de cette Convention, qui se tiendra à Berlin en mars 1995. On peut y

lire que six nouvelles tranches de 1 300 MW ont été mises en service entre 1990 et 1994, et que quatre tranches de 1450 MW le seront avant l'an 2000. Par ailleurs, il est précisé que “si le niveau d'effort de 70 écus par tonne de carbone non émis était considéré comme nécessaire pour stabiliser les émissions de l'Union Européenne, il serait procédé à une réoptimisation économique de la politique d'investissement qui pourrait conduire à anticiper la construction de 3000 MWe nucléaires, ce qui permettrait ultérieurement une économie de 3 millions de tonnes de carbone par an”. La France, leader de la protection de l'environnement en Europe, c'est beau. Mais de quoi a-t-on donc bien dû parler au cours du débat sur l'énergie ?

□